Nations Unies S/2017/152

Conseil de sécurité

Distr. générale
24 février 2017
Français
Original : anglais

Lettre datée du 21 février 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant Permanent du Burundi auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, suite à l'appel que le Gouvernement burundais a lancé aux personnalités politiques en exil et à l'annulation de 15 mandats d'arrêt visant certaines d'entre elles, plusieurs figures de l'opposition radicale viennent tout juste de décider de rentrer au Burundi pour participer aux efforts de développement socioéconomique du pays et aux prochaines élections législatives, prévues en 2020. Étant donné que le dialogue interburundais continue d'être mené de bonne foi et que les signes de réconciliation se multiplient, comme en témoignent la libération récente de 2 500 détenus et l'abandon des poursuites judiciaires visant 11 organisations de la société civile, on s'attend à ce que d'autres personnalités politiques en exil rentrent au Burundi dans les prochains jours. Parmi ceux qui, depuis le 20 février 2017, sont déjà rentrés, figurent : Sylvestre Ntibantunganya, ancien Président de la République du Burundi, Alice Nzomukunda, ancienne Seconde Vice-Présidente de la République du Burundi, Joseph Ntidendereza, député du parti d'opposition radicale Front pour la démocratie au Burundi-Nyakuri et Mathias Basabose, député et ancien cadre du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie au pouvoir.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Burundi
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Albert **Shingiro**

17-03188 (F) 010317 010317

Merci de recycler